



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-43704>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **24-43704**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Maintenance des réseaux, des ouvrages d'assainissement et des prestations annexes des bâtiments départementaux

**Description** : Maintenance des réseaux, des ouvrages d'assainissement et des prestations annexes des bâtiments départementaux

**Identifiant de la procédure** : b3ab5137-8aaa-4c33-990c-8e9d3f5dbe4a

**Identifiant interne** : 2024A0047

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : Les recours ouverts aux candidats sont les suivants : - Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ; - Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ; - soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 90410000 Services de collecte des eaux usées

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 90450000 Services de traitement pour fosses septiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 90460000 Services de vidange de puisards ou de fosses septiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 90470000 Services de curage des égouts

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

#### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 1,000,000 EUR

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Les recours ouverts aux candidats sont les suivants : - Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ; - Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ; - soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n° 358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots**

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Faillite : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Corruption : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Concordat : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fraude : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Insolvabilité : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable d'une faute professionnelle grave : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

État de cessation d'activités : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paieement d'impôts et taxes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Maintenance des réseaux, des ouvrages d'assainissement et des prestations annexes des bâtiments départementaux

**Description** : Marché d'assainissement

**Identifiant interne** : Lot unique

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 90410000 Services de collecte des eaux usées

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 90450000 Services de traitement pour fosses septiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 90460000 Services de vidange de puisards ou de fosses septiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 90470000 Services de curage des égouts

**Options** :

**Description des options** : Accord-cadre avec montant minimum quadriennal de 25 000,00 € HT et montant maximum quadriennal de 1 000 000,00 € HT, reconductible 3 fois par période de 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois. L'accord-cadre prendra fin lorsqu'est atteint : - Soit son terme, - Soit son maximum quadriennal.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 48 MONTH

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 1,000,000 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 1,000,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

### **Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

#### **5.1.7 Marché public stratégique**

**Objectif du marché public stratégique** : Réduction des incidences sur l'environnement

**Description** : Se référer aux documents de la consultation

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : Autre

**Critères marchés publics écologiques** : Critères applicables aux marchés publics écologiques nationaux

#### **5.1.9 Critères de sélection**

**Critère** :

**Type** : Capacité économique et financière

**Nom** : Capacité financière

**Description** : Prix : Prix du BPU (70%) Montant du DDED (30%).

**Utilisation de ce critère** : Utilisé

**Critère** :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Nom** : Capacité technique

**Description** : S/C 1 - Adéquations des moyens mis en place pour exécuter les prestations dans le respect des délais.(10 pts) S/C 2 - L'organisation proposée pour la réalisation de prestations, pour les interventions d'urgence et pour les interventions hors heures et jours ouvrés dans le respect des délais.(10 pts) S/C 3 - Les dispositions à caractère environnemental (gestion des déchets, etc...)(10pts)

**Utilisation de ce critère** : Utilisé

#### **5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère** :

**Type** : Prix

**Nom** : PRIX

**Description** : - Prix du BPU : Ce prix est déterminé à partir de l'ensemble des prix du BPU, auxquels sont appliqués une quantité de 1. le montant total ainsi obtenu est affecté du coefficient de pondération de 70%. - Montant du DDED : Ce montant correspond à une estimation de la commande annuelle. Le montant total du DDED est affecté d'un coefficient de pondération de 30%.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**Critère** :

**Type** : Qualité

**Nom** : Valeur technique

**Description** : S/C 1 Adéquations des moyens mis en place pour exécuter les prestations dans le respect des délais.(10pts) S/C 2 L'organisation proposée pour la réalisation de prestations, pour les interventions d'urgence et pour les interventions hors heures et jours ouvrés dans le respect des délais(10pts) S/C 3 Les dispositions à caractère environnemental (gestion des déchets, etc...)(10pts)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <http://marches-securises.fr/>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <http://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 14/05/2024 à 15:30

**Conditions du marché** :

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Informations relatives aux délais de recours** : Les recours ouverts aux candidats sont les suivants : - Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ; - Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ; - soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 n° 358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants** : 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique** :

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Numéro d'enregistrement :** 22060001900016

**Adresse postale :** Département des Alpes Maritimes Centre Administratif Départemental

**Ville :** Nice Cedex 3

**Code postal :** 06201

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** marches@departement06.fr

**Téléphone :** +33 497186000

**Adresse internet :** <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) :** <https://www.marches-securises.fr>

**Profil de l'acheteur :** <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Numéro d'enregistrement :** 17060005000026

**Adresse postale :** 18 avenue des fleurs CS 61039

**Ville :** NICE CEDEX 1

**Code postal :** 06050

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Point de contact :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE

**Adresse électronique :** greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 489978600

**Adresse internet** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : aca246ef-1f09-4b78-9d36-c109324ef80d - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 12/04/2024 à 15:41

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 12/04/2024